



Coordination des syndicats CGT du GROUPE RENAULT

119, rue du Point du Jour - 92109 BOULOGNE

Tel : 01.76.84.14.33 / 01.76.84.14.34

www.cgt-renault.com - e-mail : usines@cgt-renault.com

Intranet Renault : cgt.central@renault.com

Communiqué de presse

Projet de fusion Renault-Nissan ?

Les salariés de Renault totalement ignorés !

Depuis le 28 avril, le journal *Les Echos* a publié une série d'articles abordant un projet de fusion entre les entreprises Renault et Nissan. Selon ces articles, des banquiers d'une firme japonaises auraient été mandatés par Renault pour inventer une nouvelle structure pour l'Alliance.

Celle-ci « pourrait ainsi prendre la forme d'un holding qui chapeauterait les deux groupes. Leurs titres seraient « délistés » et leurs actionnaires se verraient remettre des actions du nouveau holding Renault Nissan, dans un rapport valorisant au même niveau les deux entreprises ».

Dans ce projet, le holding serait établi dans un pays tiers asiatique et les deux constructeurs auraient toujours le même nombre au sein de son conseil d'administration, désignant un président et validant un comité exécutif en charge d'étudier les axes stratégiques.

L'Etat, premier actionnaire de Renault (15%) semble juger « acceptable » ce projet car il serait « *soucieux d'effacer la décote boursière liée à l'attelage baroque formé par les deux partenaires* ». La direction générale à l'initiative de cette étude « pourrait ainsi dégager de la valeur en revendant des actions ». Autrement dit, sous couvert « *d'un rééquilibrage des forces* » c'est l'augmentation substantielle de la valeur des actions obtenue par la « *fusion* » qui est recherchée !

Il est d'ailleurs utile de rappeler qu'avec 43% du capital, Nissan appartient à Renault. Prise de participation capitalistique qui a coûté largement plus de 6,5 milliards au constructeur français.

Ce projet a donc une finalité purement capitalistique, ce qui explique que rien n'est dit sur le devenir des activités industrielles et d'ingénierie qui inquiètent de plus en plus fortement les salariés de Renault !

Force est de constater que la stratégie n'a pas changé depuis le départ de Carlos Ghosn. Comme l'a affirmé M. Bolloré il y a quelques semaines, il s'agit d'aller vers plus de convergences, ce qui signifie supprimer les doublons, et de continuer avec le plan stratégique 2022. Et ce quand bien même cette stratégie n'a pour visée que les seuls objectifs de rentabilité à court terme et se fait au détriment des conditions sociales des salariés des 2 entreprises.

Manifestement, l'état français et la direction générale de Renault négocient, ou tentent d'imposer une fusion Renault-Nissan pour les seuls intérêts des actionnaires, en ignorant totalement les salariés des deux entreprises, leurs représentants syndicaux et administrateurs salariés. Il s'agit pourtant là du devenir de Renault en France, de ses activités et de l'ensemble des emplois.

La CGT considère qu'il est inacceptable que des négociations de ce type (engagées depuis plus d'un an, y compris avec l'état français) puissent se dérouler sans discussion préalable avec toutes les parties concernées. Enfin, il est tout autant inacceptable que ces discussions puissent se dérouler dans une opacité totale, et de n'en connaître l'existence que par voie de presse. Si la CGT est favorable à une Alliance mutuellement avantageuse, elle est opposée à une fusion pour les seuls intérêts des actionnaires.